

# Ce que pourrait être un référendum, en France



## Oui, Macron a raison !

Dans son édition du 19 avril, Le Figaro a fait paraître une interview du Président Macron. Ce dernier s'est soumis aux questions qui lui ont été posées par quatre journalistes de ce quotidien. Comme d'habitude, il a fait montre de sa très grande habileté à noyer le poisson et à trouver, pour toutes les questions qui fâchent (insécurité, police, justice, immigration, « séparatisme », islam), des réponses dilatoires ou spécieuses. Ainsi, quand l'un des journalistes a évoqué l'éventuelle organisation d'un référendum sur l'immigration, il s'est empressé de « botter en touche » : *« Sur le sujet du référendum, la démocratie permet aux Français de s'exprimer lors des prochaines échéances électorales. Ils le feront. »*

En réalité, Macron a parfaitement raison et il nous montre ainsi très clairement la voie que nous nous devons de suivre. Puisqu'on ne peut – c'est l'évidence ! – compter ni sur lui, ni sur la majorité de nos politiciens indignes pour organiser, démocratiquement, par référendum, la consultation de notre peuple (dont on sait par les sondages qu'une majorité de plus de 70 % est opposée à la poursuite de l'immigration actuelle),

il nous faut faire élire le (la) candidat(e) qui s'engagera solennellement à organiser, et ce dès son élection à la présidence, un tel référendum.

Quel pourrait être le contenu exact de cet indispensable référendum ? Pour ma part, je le verrais bien subdivisé en une série de questions claires et précises, déclinées par exemple de la façon suivante :

*– Souhaitez-vous qu'à l'heure où certains Français n'ont pas les moyens de se soigner correctement, l'AME ou Aide médicale aux étrangers, une aide médicale gratuite versée aux immigrés illégaux « sans-papiers » qui coûte chaque année aux contribuables français plus d'un milliard d'euros, soit supprimée ?*

**Oui, je le souhaite / Non, je le refuse**

*– Souhaitez-vous que le regroupement familial (pourquoi faudrait-il que les familles étrangères qui veulent se regrouper le fassent prioritairement sur le sol français et non dans leur pays d'origine ?) soit suspendu en France ?*

**Oui, je le souhaite / Non, je le refuse**

*– Souhaitez-vous que les allocations familiales soient uniquement réservées aux citoyens français, respectant scrupuleusement les lois françaises, et qu'en soient rigoureusement écartées les familles d'Africains polygames ?*

**Oui, je le souhaite / Non, je le refuse**

*– Souhaitez-vous que notre pays accueille fraternellement les réfugiés politiques ou religieux (notamment chrétiens) gravement persécutés dans leur pays d'origine, mais refoule systématiquement les prétendus réfugiés économiques, climatiques ou autres, lesquels n'ont en réalité aucun droit à légalement bénéficier du droit d'asile ?*

**Oui, je le souhaite / Non, je le refuse**

– Souhaitez-vous que soit immédiatement abrogé le Droit du sol, un droit qui paraît profondément inadapté à une époque comme la nôtre où les migrations massives ont été grandement facilitées par le développement des moyens de transport ? C'est en effet un droit manifestement dépassé, devenu profondément néfaste et même criminel quand, comme à Mayotte, on constate que c'est le désir de bénéficier de ce droit du sol (avec tous les avantages matériels qui lui sont associés) qui encourage des femmes comoriennes ou africaines à venir accoucher sur le territoire français et que c'est donc à cause de ce droit du sol que chaque année, hélas, plusieurs centaines d'entre elles périssent en mer !

**Oui, je le souhaite / Non, je le refuse**

– Souhaitez-vous que les étrangers et binationaux reconnus coupables d'un délit quelconque soient, après exécution de leur peine, automatiquement reconduits à la frontière, ce qui aurait l'avantage supplémentaire de considérablement désencombrer, et nos prétoires, et nos prisons, auxquels ils fournissent actuellement la majorité de leur clientèle ?

**Oui, je le souhaite / Non, je le refuse**

– Souhaitez-vous que la naturalisation soit réservée aux personnes qui auront donné des gages sérieux et indiscutables de leur volonté de s'assimiler à nos mœurs (sur le plan culturel, linguistique et même vestimentaire) et que ceux qui se révéleront inassimilables soient poliment invités à regagner sans délai leur territoire d'origine, là où il leur sera loisible de vivre à leur guise, en pleine conformité avec leurs coutumes, croyances et traditions particulières ?

**Oui, je le souhaite / Non, je le refuse**

– Souhaitez-vous que l'on mette un coup d'arrêt à la construction sur notre sol de nouvelles mosquées (il en existe déjà 2 449, sans compter les clandestines et celles, plusieurs centaines, actuellement en construction, souvent comme à

*Strasbourg avec un financement municipal !), quand on sait que la plupart de celles-ci relèvent d'un islamisme radical, absolument incompatible avec notre civilisation et notre conception du « vivre-ensemble » (salafisme, wahhabisme, tabligh, Frères musulmans) et sont de plus inféodées à des puissances étrangères ouvertement hostiles à notre pays (comme la Turquie d'Erdogan, lequel a proclamé en 1997 : « Les mosquées seront nos casernes, les minarets nos baïonnettes, les dômes nos casques et les croyants nos soldats ! » ou l'Algérie, dont un ministre du gouvernement actuel vient de se permettre de nous injurier grossièrement et de lancer : « La France est notre ennemi traditionnel et éternel ») et quand 4 fédérations de mosquées, sur les 9 qui constituent le Conseil français du culte musulman, sont allées jusqu'à refuser de signer la charte « républicaine » que leur a concoctée Darmanin ?*

**Oui, je le souhaite / Non, je le refuse**

Mais, diront certains, le (la) nouveau(elle) président(e) fraîchement élu(e) n'aura pas le pouvoir de mettre en œuvre un tel référendum. Le Conseil d'État, le Conseil constitutionnel, la Cour de justice européenne, la Cour européenne des droits de l'Homme, à coup sûr, opposeront leur veto à une telle initiative... Mais la Ligue des droits de l'Homme, la Licra, SOS Racisme, le MRAP, le GISTI, la Cimade et toutes les officines immigrationnistes grassement subventionnées par l'État, vont se mettre à brailler comme des putois et appeler à descendre dans la rue. Certes, peut-être le feront-elles... Pourtant, sur ce sujet-là, comme sur tous les autres, pensent-ils que ce soit à ces gens-là de décider ? N'est-ce pas plutôt au peuple français souverain, seule entité légitime pour trancher en cette matière, de faire entendre sa voix de façon démocratique ? Et puis, pense-t-on sérieusement que l'Europe en vienne à nous déclarer la guerre si, sans lui en avoir préalablement demandé la permission, nous nous décidions à organiser un référendum afin de donner notre avis et légiférer

démocratiquement sur une question qui engage, selon nous, l'avenir de la France ?

Le 16 avril Éric Zemmour et Philippe de Villiers étaient réunis sur CNews à l'occasion d'un face-à-face. J'ai une grande estime pour l'intelligence et le courage de chacun de ces deux hommes, lesquels s'accordent d'ailleurs sur de nombreux points. Mais, vers la fin du débat, ils se sont opposés quant à la définition des priorités politiques. Villiers, pour sa part, mettait en avant son projet ambitieux de refondation de l'Europe, une Europe des nations s'étendant de l'Atlantique à l'Oural, son souhait d'une redéfinition des perspectives géostratégiques de la France, lesquelles devraient notamment appuyer leur redéploiement sur une politique offensive de la francophonie... Tandis que Zemmour sensible au risque qu'il y aurait à diviser l'électorat patriote, entre ceux qui sont partisans de sortir de l'Europe et de l'euro et ceux qui préféreraient y rester, entre ceux qui sont pour notre maintien dans l'alliance atlantique et ceux qui militent pour un rapprochement privilégié avec la Russie, insistait, lui, pour que l'on se concentre sur l'objectif prioritaire et unique d'endiguer les flots migratoires.

À mon avis, c'est Zemmour qui a raison. Ce qu'il importe en effet avant tout, c'est de réunir, par-delà toutes les divergences politiques, la majorité du peuple de France autour du seul combat essentiel qui vaille aujourd'hui, celui qui a pour objectif, en mettant un coup d'arrêt à l'actuelle submersion migratoire, d'assurer la survie de notre peuple, la survie de son identité et de sa culture aujourd'hui menacées. Dans cette optique, faire de l'exigence d'un référendum sur l'immigration l'enjeu majeur des prochaines présidentielles, apparaît comme le meilleur axe stratégique, la revendication la plus « porteuse », la plus à même de rassembler la grande masse des Français de bon sens et de bonne volonté. Un tel projet de référendum pourrait ainsi constituer un formidable

levier pour construire une force politique puissante, déterminée, apte à contrecarrer l'éparpillement et la démoralisation qui nous menace, apte à renverser radicalement le cours actuel des choses. Mais pour cela, il nous manque un outil, un outil pour organiser, canaliser, structurer la levée en masse des patriotes, un outil indépendant de tous les partis, un outil ayant pour seul objectif d'assurer le triomphe du candidat pro-référendum quel qu'il soit.

J'appelle donc à la constitution d'un CNR, Comité national pour le référendum, constitué de citoyens de tous bords, de toutes origines et de toutes religions, libres de toutes attaches partisans, des patriotes sincères issus de la droite, du centre ou de la gauche. Il serait aussi souhaitable qu'un tel comité puisse s'adosser à une instance de parrainage composée de personnalités éminentes, recrutées aussi bien parmi des chercheurs et les scientifiques reconnus pour l'excellence de leurs travaux (je pense à des gens comme Michèle Tribalat, Jean-Paul Gourévitch, Christophe Guilluy, Pierre-André Taguieff, etc.), que parmi des écrivains et penseurs respectés de tous (par exemple Alain Finkielkraut, Michel Onfray, Régis Debray, Jacques Julliard, Michel Houellebecq, Renaud Camus, etc.), parmi les artistes patriotes motivés par la survie de notre culture nationale (ça doit bien exister, si on cherche un peu !), parmi les militaires ayant donné sur le terrain des preuves de leur entier dévouement pour le pays (ce n'est pas ça qui manque !) et parmi les journalistes vraiment libres, ceux qui refusent de se plier aux injonctions du politiquement correct et résistent vaillamment à l'offensive des minorités intolérantes complaisamment mises en vedette par la plupart des grands médias (Éric Zemmour, Mathieu Bock-Côté, Eugénie Bastié, Chantal Delsol, Malika Sorel, William Goldnadel, Lydia Guirous, etc.)

Ce comité national pourrait essayer en comités régionaux, départementaux, communaux, couvrant ainsi l'ensemble du

territoire. Ces derniers pourraient accueillir fraternellement, sans sectarisme, tous les citoyens de droite, de centre ou de gauche, de toutes origines, religions ou couleurs de peau, qui souffrent de voir leur patrie plonger irrésistiblement vers l'abîme par la faute de politiciens irresponsables ou impuissants ; des citoyens qui exigent que la question de l'immigration soit tranchée démocratiquement par un référendum, permettant enfin au peuple de faire entendre sa voix et imposer en ce domaine sa volonté souveraine. Nul doute que de telles organismes unitaires, s'ils se mettaient en place, pourraient rapidement devenir le creuset d'une mobilisation victorieuse pour des millions de Français de bon sens et de bonne volonté déterminés à faire accéder à l'Élysée le(la) candidat(e) qui leur garantira l'organisation de cet indispensable référendum.

**André Pouchet**